

Le mercredi 09 avr 2008

Cours d'éthique et de culture religieuse: des parents vont en cour

Martin Pelchat

Le Soleil

Québec

Une coalition de parents en croisade contre le nouveau cours d'éthique et de culture religieuse prépare un recours judiciaire en Cour supérieure pour contraindre les écoles d'en exempter les enfants qui en font la demande.

La Coalition pour la liberté en éducation, qui encourage les parents opposés au cours à demander des exemptions aux commissions scolaires, est résolue à s'engager sur la voie judiciaire, bien qu'il lui reste à trancher entre deux recours : requête en injonction ou en jugement déclaratoire. «Il y a un côté course contre la montre parce que le cours va devenir obligatoire à la prochaine rentrée scolaire», note l'avocat de la Coalition, Jean-Yves Côté, qui a écarté toute contestation constitutionnelle.

Pour lancer cette bataille, la Coalition, qui dit ne pas regrouper que des parents catholiques, mais aussi des orthodoxes et des protestants, affirme n'avoir besoin que d'une cause-type. Elle est sur le point de l'identifier puisque deux commissions scolaires de Montérégie viennent de rejeter des demandes d'exemption. La Coalition a d'ailleurs expédié par huissier à l'une d'elles une requête en mandamus afin de la forcer à répondre plus vite. Ces refus seront contestés en appel devant le Conseil des commissaires, et s'ils sont maintenus, la Coalition passera aux tribunaux.

Parmi les motifs qu'elle invoque pour réclamer des exemptions, la Coalition soutient que le contenu du cours est susceptible de «causer des préjudices graves» à l'enfant, qu'il «brime les libertés fondamentales de religion et de conscience» et qu'il peut «perturber l'enfant en l'exposant trop jeune à des convictions et croyances différentes de celles privilégiées par ses parents». Le nouveau cours, qui remplacera les cours d'enseignement religieux et moral, fera place à plusieurs cultures religieuses.

Me Côté espère que la démarche de la Coalition aura les mêmes conséquences que la bataille des parents athées contre l'enseignement religieux, à la fin des années 70. «Les étudiants des parents athées réclamaient une exemption qui leur était accordée. Il y en avait tellement qui le demandaient que le juge s'est permis de dire : la solution n'est pas juridique, elle doit être politique. Alors il a renvoyé les politiciens faire leurs devoirs et c'est là qu'on a accouché du régime de libre choix.»

L'offensive de la Coalition inquiète un des concepteurs du nouveau cours, Georges Leroux, qui appelle la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, à s'impliquer publiquement. «Pour d'abord informer la population que ce cours n'est pas, comme le présente la Coalition, une infraction à la liberté de conscience et de religion.»

Au cabinet de la ministre, on souligne que des séances d'information pour les parents sont prévues. «Il y a une équipe de 400 formateurs sur le territoire pour s'assurer que tous les maîtres soient formés, explique en outre l'attaché de presse Jean-Pascal Bernier.»

Même s'il répète qu'il revient aux commissions scolaires d'évaluer individuellement chaque demande d'exemption, le ministère estime par ailleurs que les arguments invoqués par la Coalition pour en réclamer ne passent pas le test de l'article 222 de la loi, qui les réserve aux «raisons humanitaires» ou «pour éviter un préjudice grave».